

www.ici-grenoble.org

# Les infos locales

## Novembre 2016

Une revue de presse de Grenoble et de ses environs



Que s'est-il passé à Grenoble et dans ses environs en octobre et début novembre 2016 ? L'association Ici Grenoble vous propose une sélection d'informations marquantes glanées dans la presse locale.

*(Les sources sont entre parenthèses)*

*[Les éventuels commentaires sont encadrés]*

## Boucan d'enfer au Conseil municipal

Face aux colères contre le [plan d'austérité](#) des services publics décidé par la mairie de Grenoble juste avant l'été, tous les conseils municipaux se feront-ils sous protection policière ?

Lundi 7 novembre, près de 200 habitant-e-s et agents territoriaux manifestaient une nouvelle fois contre la fermeture des bibliothèques Prémol, Hauquelin et Alliance, la suppression de 100 à 150 postes d'agents municipaux, la baisse de dotations aux écoles primaires et maternelles, le désengagement de la mairie de la Maison des Habitants Bajatière et du centre social des Eaux-Clares, ou encore la réduction de certains services rendus aux personnes âgées.

Dès 17h30, la salle du conseil municipal était bloquée par la police. Rassemblé-e-s sous les fenêtres du conseil, les manifestant-e-s ont bien fait entendre leur colère aux élu-e-s. Accompagné-e-s d'une batucada, ils et elles ont tapé sur des casseroles, sifflé et crié plusieurs heures durant.

Malgré ce boucan d'enfer, le conseil municipal n'a pas été annulé. Dans la salle du conseil, le son des micros a été augmenté pour couvrir le bruit. Éric Piolle a cependant annoncé une concertation à venir à propos de la bibliothèque Alliance. Est-ce aussi un premier résultat des actions et des grèves menées ces dernières semaines par le [collectif de luttes des bibliothécaires](#) ?

Entouré-e-s de nombreux policiers, les manifestant-e-s se sont finalement dispersé-e-s dans le calme...

...Jusqu'au prochain conseil municipal ?

*(Dauphiné Libéré, 08/11/16)*

## Toutes les voix n'ont pas le même poids

Tandis que la mairie de Grenoble ferme trois bibliothèques, elle ouvre des petites "boîtes à livres"...

C'est en effet l'un des [13 projets](#) retenus sur les 26 proposés au vote du budget participatif en octobre. Plus de 7000 Grenoblois-es y ont participé. Les projets "lauréats" ont rassemblé 1 000 à 2 500 voix : l'amélioration des toilettes publiques dans les parcs, des boîtes à livres dans Grenoble, des pigeonniers contraceptifs, un vélobus, des jardins partagés à l'Abbaye, l'aménagement de l'atelier-vélo de la Villeneuve ou encore la création de composteurs dans certains quartiers. Budget total de ces réalisations : environ 800 000 €.

Si 1 000 à 2 500 voix suffisaient à valider ces projets, plus de 4 500 votes n'ont pas réussi à abroger la hausse du tarif de stationnement décidée par la mairie en juin. Il s'agissait pourtant de la première "[votation citoyenne](#)" mise en place par la mairie cette année (voir les Infos locales d'octobre). Près de 6 700 Grenoblois-es ont voté, dont plus de 65% contre la décision de la mairie.

À l'origine de cette votation, le Comité de liaison des unions de quartier de Grenoble (Cluq) dénonce une mascarade électorale : le manque de bureaux de vote et d'informations préalables, mais aussi la diffusion par la majorité municipale de 70 000 tracts en faveur de la nouvelle politique de stationnement.

La ville de Grenoble a en revanche appliqué, sans votation citoyenne, une pétition de 900 Grenoblois-es "[pour un centre-ville apaisé](#)". Dans plusieurs secteurs du centre-ville, du quartier Chorier-Berriat et de la gare, la consommation d'alcool est désormais interdite sur la voie publique de 13h à 5h du matin.

*(Place Grenet, 15/11/16)*

\* \* \*

## Conseil départemental : Haro sur le RSA

Pour la première fois depuis sa création, la somme consacrée au RSA par le Conseil départemental de l'Isère recule de 4,2 millions d'euros en 2016. C'est l'équivalent de 800 allocataires en moins. Associant les demandeurs d'aide sociale à des fraudeurs, le Conseil départemental affirme que le recul du RSA est lié à la mise en place d'une "cellule de contrôle".

Ce recul n'est-il pas plutôt lié à la dégradation du service public d'aide sociale ? Le 19 octobre, l'Assemblée des Mal logé-es et des Sans Logement manifestait devant l'antenne du Conseil départemental du quartier Saint-Bruno. Elle dénonce le délabrement des services sociaux, des discriminations racistes, des mécanismes cyniques pour entraver les demandes des familles étrangères, l'infantilisation croissante des personnes précaires.

[Notons que selon une enquête d'[ATD Quart Monde](#), près de la moitié des personnes qui ont droit au RSA ne le demandent pas. Pourquoi ? À cause de la difficulté d'entreprendre ces démarches et du manque d'informations sur la manière d'obtenir ces aides. Ce phénomène de "non-recours" fait "économiser" aux collectivités locales plus de 5 milliards d'euros par an. Le non-recours ne concerne pas que le RSA. Il est estimé à près de 30 % pour la CMU complémentaire, 70 % pour le tarif première nécessité EDF, ou encore 50 à 70 % pour les tarifs sociaux dans les transports urbains.]

*(Dauphiné Libéré, 21/10/16)*

\* \* \*

## La grève du 115

L'assemblée des Mal Logé-e-s n'est pas la seule à dénoncer la dégradation de l'aide sociale. Mardi 8 novembre, les salarié-e-s du 115 faisaient grève et manifestaient devant les locaux de la Direction départementale de la cohésion sociale, où la préfecture lançait sa campagne hivernale 2016-2017.

Le Samu social, gestionnaire du 115, dénonce des critères de plus en plus restrictifs pour l'attribution de logements d'urgence. Une écoutante s'insurge : « *On doit choisir entre un bébé de 5 mois et un bébé de 13 mois, entre une personne malade et une personne très malade.[...] On a appris que cette année les seules "catégories" de personnes qui seront hébergées sont les malades, les parents isolés avec enfant de moins d'un an, les femmes isolées enceintes de plus de 7 mois, les personnes handicapées ou âgées en perte d'autonomie. Tous les autres, rien !* »... Sur les 1300 appels que reçoit le 115 tous les mois, seuls 2 % aboutissent à une place en hébergement temporaire.

La Patate chaude, le DAL, la CISEM, le CIIP et l'Assemblée des Mal Logé-e-s étaient là en soutien. Ces collectifs dénoncent également le plan hivernal de la Préfecture de l'Isère. L'État ne propose pour l'instant que 320 places pour l'hiver, tandis qu'on estime à 2 500 le nombre de personnes à la rue dans l'agglomération grenobloise.

(Dauphiné Libéré, 09/11/16)

\*\*\*

## Lancement des vignettes auto "anti-pollution"

Un accord inédit en France ? L'État, la Préfecture de l'Isère, la Métropole et la ville de Grenoble se sont mis d'accord pour instaurer des vignettes auto "anti-pollution". À partir du premier janvier 2017, chaque véhicule de l'agglomération devra afficher sur son pare-brise un "certificat de qualité de l'air". Baptisé "Crit'Air", ce dispositif comprend cinq vignettes classées de 1 à 5 en fonction du carburant et de l'âge de l'auto, et une vignette spéciale pour les véhicules électriques.

Des vignettes, pour quoi ?

À partir du cinquième jour d'un pic de pollution de l'air, les véhicules munis du Crit'Air 5 n'auront plus le droit de circuler dans l'agglomération. Il s'agit des voitures diesel immatriculées avant 1997, soit environ 8 % des autos. Ces jours-là, chaque ticket de transports en commun sera valable toute la journée, et la location des Métrovélos sera à moitié prix.

À partir du septième jour d'un pic de pollution, l'interdiction concernera aussi les véhicules du Crit'Air 4. Il s'agit des diesel immatriculés avant 2005, soit environ 26 % des véhicules. Tous les transports en commun et les Métrovélos seront gratuits.

Le déclenchement de ce dispositif sera annoncé par le Dauphiné Libéré, France Bleu Isère et des panneaux de signalisation. Ces mesures d'urgence pourraient survenir 5 à 6 jours par an, davantage selon la météo.

Les vignettes s'achètent sur [www.certificat-air.gouv.fr](http://www.certificat-air.gouv.fr) pour 4,18€. Le Syndicat mixte des transports en commun remboursera les automobilistes ayant acheté leur vignette avant janvier 2017 : Trois tickets de tram seront offerts sur présentation de la facture dans une des agences de mobilité.

[Ce nouveau dispositif soulève de nombreuses questions. Est-il juste de faire porter la responsabilité de la pollution aux propriétaires des voitures les plus anciennes ? Quelles seront les classes sociales les plus impactées ? Est-il juste d'interdire un utilitaire diesel 80 CV de 1999 plutôt qu'un 4X4 dernier cri de 200 CV ? En stoppant une partie du trafic pour "diluer" la pollution de l'air, s'attaque-t-on réellement au problème ? Ou encourage-t-on simplement la population à acheter des véhicules plus récents ? Quel est le bilan environnemental si l'on compare l'ensemble des pollutions générées par la construction et le cycle de vie de plusieurs voitures modernes renouvelées par son utilisateur tous les 5 ans environ, par rapport à l'entretien sur une longue durée d'une seule voiture ?]

(Dauphiné Libéré, 20/10/16)

## Transports publics gratuits : Une section grenobloise

Faut-il attendre que l'air soit vicié pour rendre les transports en commun gratuits ? Le [Collectif pour la gratuité des transports publics dans l'agglomération grenobloise](#), particulièrement actif à Saint-Martin-d'Hères, Fontaine et Saint-Égrève, lance un section grenobloise. Les personnes intéressées sont invitées à une réunion publique [lundi 21 novembre](#) à 18h30 à la Maison des associations de Grenoble.

Le Collectif a récemment publié un [Mémento pour la gratuité des transports publics](#), avec de nombreux exemples et arguments chiffrés.

\* \* \*

## Défi : Deux mois sans voiture

Jusqu'au 3 décembre, 91 Isérois-es participent au défi [Deux mois sans voiture](#). En échange des clefs de son auto, chaque participant-e a reçu un Métrovélo gratuit, deux mois d'abonnement au réseau TAG et une centaine d'euros de crédits pour le service d'autopartage Citélib. Les premiers retours de cette expérience semblent positifs. Les participant-e-s décrivent un autre rapport au temps, une meilleure organisation de vie, une réduction conséquente de leur budget, ou encore le plaisir de rouler à vélo.

(Dauphiné Libéré, 09/11/16)

\* \* \*

## Vers un projet de loi Ecopla ?

Le 5 octobre, le procès des [Ecopla](#) avait été rude (voir Infos locales d'octobre). Le verdict l'est aussi. La cour d'appel de Grenoble a jugé "irrecevable" les recours des ouvriers et ouvrières souhaitant transformer leur usine de barquettes d'aluminium en coopérative ouvrière. Le tribunal a estimé "*qu'en tant que salarié-e-s, [les Ecopla] n'ont aucun droit à faire valoir*".

Déçu-e-s mais déterminé-e-s, les Ecopla continuent d'occuper l'usine de Saint-Vincent-de-Mercuze (Grésivaudan). Ils préparent un "projet de loi Ecopla" pour faciliter les cessions d'entreprises aux salarié-e-s en cas de redressement judiciaire. D'autres procédures juridiques sont également en cours, dont une dite de "tierce-opposition" jugée le 3 novembre. Le verdict sera rendu le 16 novembre.

Malgré la médiatisation croissante de cette lutte, malgré une pétition de 4 400 signatures, malgré l'appui tardif mais officiel du ministre de l'Économie et de nombreuses personnalités politiques, malgré la cinquantaine d'emplois locaux en jeu, le résultat reste incertain.

[À suivre... Pour en savoir plus et encourager les luttes des Ecopla, [c'est ici](#).]

(Dauphiné Libéré, 21/10/16)

\* \* \*

## Center Parcs : Les opposant-e-s optimistes

Certaines batailles juridiques semblent mieux engagées. Jeudi 3 novembre, la Cour d'appel de Lyon examinait plusieurs recours administratifs contre le projet Center Parcs de Roybon. Lors de l'audience, le rapporteur public s'est prononcé pour l'arrêt du projet. Il a critiqué l'insuffisance des mesures de compensation suite aux destruction des zones humides des Chambarans, l'absence d'étude d'impact des travaux d'assainissement, ou encore la nécessité de respecter la loi sur les espèces protégées.

L'avis du magistrat est en général suivi par le tribunal.

Verdict le 22 novembre. Si la décision leur est défavorable, Pierre & Vacances comme ses opposants assurent qu'ils feront appel de la décision. De son côté, le Conseil Régional maintient sa subvention de 4,7 millions d'euros au Center Parcs de Roybon, et ce malgré la suspension administrative du chantier.

(Place Grenet, 03/11/16 ; Dauphiné Libéré, 09/10/16 )

\* \* \*

## Un troisième loup abattu dans le Trièves

Le 15 octobre, un troisième loup était abattu par un chasseur dans le Trièves. Les attaques de troupeaux se multipliant depuis cet été, le Préfet a autorisé des "prélèvements" de cette espèce protégée. Mais restera-t-elle protégée ? À l'approche des élections, le parti Les Républicains multiplie les déclarations anti-loup. L'un des objectifs semble d'effrayer la population. Ainsi, pour Laurent Wauquiez, "Le loup n'est pas une espèce protégée mais un prédateur qui se multiplie à la vitesse du TGV."

Rappelons que les Alpes hébergeraient entre [250 et 400 loups](#). Par comparaison, la Région compte plus de [120 000 chasseurs](#). Pour des réflexions approfondies sur le loup, sa biologie et ses impacts, nous vous recommandons le site de [l'association Férus](#).

(Dauphiné Libéré, 15/10/16)

\* \* \*

## Train des Alpes : Usagers et cheminots contre-attaquent

Il y a quelques semaines, le Conseil régional annonçait la fermeture possible du TER Grenoble-Gap en 2018. Pour sauver cette magnifique ligne inaugurée en 1878, plus de 150 personnes se sont rassemblées le 5 novembre à Lus-la-Croix-Haute, à l'appel de l'association [AGV](#).

Fait rare, le collectif de défense du train rassemble désormais des usagers et usagères, mais également des syndicats de cheminots, CGT en tête. Des actions se préparent, dont une manifestation devant le Conseil régional, début décembre.

Suite aux premières mobilisations, Laurent Wauquiez a finalement annoncé un plan de sauvegarde des petites lignes régionales, sans toutefois donner d'engagements précis et chiffrés.

[Pour participer à la défense de la ligne Grenoble-Gap : [train-des-alpes \(at\) poivron \(point\) org](#) ]

(Dauphiné Libéré, 04/11/16)

\* \* \*

## Les années Carignon : La "Web-série"

Chaque semaine ou presque depuis septembre, l'association écologiste [ADES](#) publie une petite synthèse des [scandales politico-financiers](#) liés à l'ancien maire de Grenoble Alain Carignon. L'ADES étant proche d'Éric Piolle, et Alain Carignon cherchant à revenir au pouvoir, cette "Web-série" n'est pas désintéressée. Mais elle est l'occasion de voir Grenoble sous un angle décoiffant...

Parmi ces épisodes, nous vous recommandons en particulier celui sur [la privatisation du service des eaux](#), [l'appartement du boulevard Saint-Germain](#), ou encore le rocambolesque [journal Dauphiné News](#).

[Pour les nouveaux et nouvelles arrivant-e-s sur Grenoble qui n'ont jamais entendu parler d'Alain Carignon, nous vous conseillons le dossier de synthèse d'Ici Grenoble sur [les affaires Carignon](#).]

\* \* \*

## Comment créer un Repair Café

Le succès des sept [Repair Cafés](#) de l'agglomération grenobloise se poursuit. Depuis le début de l'année, plusieurs milliers d'objets du quotidien ont été réparés dans ces ateliers participatifs et bénévoles.

Ce succès vous intrigue ? Vous souhaitez créer un Repair Café près de chez vous ? En savoir plus sur le fonctionnement de ces ateliers ? Des créateurs et créatrices des Repair Cafés de l'agglomération organisent une rencontre-débat [le 25 novembre à Échirolles](#).

\* \* \*

## Marchés grenoblois : Qui produit ? Qui revend ?

Si vous faites vos courses au marché, vous vous êtes certainement déjà posé cette question : Ce marchand est-il un producteur ou un revendeur ? S'il se présente comme un producteur local, puis-je avoir confiance ? Revend-t-il en fait des produits achetés au Marché d'Intérêt National ? Comment savoir ?

La mairie de Grenoble tente actuellement de refonder le règlement de ses marchés. La dernière version date de 1984. L'une des réformes-phares serait l'obligation pour chaque vendeur d'afficher son affiliation à la Chambre d'Agriculture ou à la Chambre de Commerce et d'Artisanat. Autrement dit, de préciser s'il est officiellement producteur ou revendeur.

Cette annonce a soulevé une vague d'indignation chez de nombreux vendeurs des marchés de Grenoble. Les plus virulents menacent la mairie d'une fronde de grande ampleur. L'élue en charge de ce dossier, Lucille Lheureux, va-t-elle maintenir sa démarche jusqu'au bout ?

*(Dauphiné Libéré, 28/10/16)*

\* \* \*

## Collecte de téléphones portables

L'atelier associatif [D.E.E.E.](#) de Saint-Martin-d'Hères a récemment démarré une filière de recyclage ou de réemploi des téléphones portables. Les téléphones sont soit recyclés pour récupérer les matériaux précieux présents sur les cartes électroniques, soit nettoyés, remis à neuf et revendus à petit prix dans les boutiques [Brocantes de Mamie](#) de l'association.

Une [grande collecte de portables](#) s'organise à Échirolles, du 18 au 28 novembre, dans le Hall de l'hôtel de ville. Pour info, plus de 22 millions de téléphones portables sont vendus en France chaque année. On estime que seulement 5% d'entre eux sont recyclés.

L'atelier D.E.E.E. récupère et remet également en état des ordinateurs fixes et portables. Il organise le [samedi 19 novembre](#) une vente spéciale de ces ordinateurs "recyclés" (certains très récents), à petit prix et avec une garantie de six mois.

## Police : Une dizaine de manifestations... et un mort

Du jamais vu. Depuis l'agression au cocktail-molotov de policiers à Viry-Châtillon le 8 octobre, les policiers et gendarmes isérois ont organisé une dizaine de manifestations devant le Palais de Justice ou place Verdun. Ils étaient plus de 200 le 24 octobre, sirènes hurlantes, et près de 250, le 26 octobre, pour réclamer davantage de moyens et de répressions judiciaires.

Ce climat policier tendu est-il à l'origine de la mort d'un habitant ? Le 28 octobre à Échirolles, le 17 reçoit une plainte de voisinage. Manifestement alcoolisé, un homme de 52 ans "inconnu des services de police" tapait sur sa propre voiture. À l'arrivée des gendarmes et d'une patrouille de la BAC, il brandit une machette. Cerné, il est abattu de plusieurs balles dans le thorax au moment où il tente de dégainer une arme. Il s'agissait en fait d'un petit pistolet d'alarme. Les cinq policiers ont été placés en garde-à-vue. Une enquête de l'IGPN est en cours.

Pour soutenir leurs collègues arrêtés, quelques dizaines de policiers ont manifesté devant l'Hôtel de police. De son côté, la famille de la victime dénonce une "bavure policière" et annonce qu'elle va porter plainte.

[À propos du prétendu laxisme des magistrats en France dénoncé par certains syndicats policiers, rappelons que les prisons françaises comptaient environ 48 000 prisonniers en 2001, 76 600 en septembre 2016. Sur les conditions de vie dans les prisons et sur leur fonction "d'école de la criminalité", nous vous recommandons les enquêtes de l'[Observatoire International des Prisons](#)].

*(Dauphiné Libéré, 29/10/16, 30/10/16, 01/11/16)*

\* \* \*

## S'organiser contre les pannes d'ascenseurs

Que faire quand on habite un HLM où l'ascenseur est sans cesse en panne, et que le bailleur social tarde à intervenir ? Mercredi 9 novembre, quelques dizaines de locataires se sont présenté-e-s au siège d'Actis dans le quartier Teisseire. En tenue de sport, ils ont transformé les locaux en "salle de fitness" pour dénoncer avec humour les pannes fréquentes d'ascenseurs. Face à cette mobilisation inattendue, des responsables d'Actis ont promis d'étudier la question.

Cette action contestataire était organisée avec l'[Alliance citoyenne Grenoble](#). Ce mouvement s'inspire de la [Méthode Alinsky](#), du nom d'un militant célèbre pour l'organisation de luttes collectives dans les années 60 aux États-Unis.

*(Place Grenet, 09/11/16)*

\* \* \*

## Mobilisations autour des migrant-e-s

C'est probablement LE sujet marquant du mois. En Isère comme ailleurs, la question de l'accueil des migrant-e-s déchaîne les passions. Début octobre, l'État annonçait le démantèlement du camp de Calais et la répartition des migrant-e-s un peu partout en France. L'Isère devait initialement accueillir 250 migrant-e-s, puis finalement une petite centaine. Où ? À Pont-de-Claix, sur le campus de Saint-Martin-d'Hères et à Saint-Hilaire-du-Rosier.

Ces annonces ont déclenché de vives réactions.

À Saint-Hilaire-du-Rosier, des fenêtres et des volets roulants du centre d'accueil ont été criblés de balles. Cet événement a mis le village en ébullition. Les échanges ont été houleux entre "pro" et "anti" migrant-e-s. Le village s'est orné de banderoles et de tags "Refugee Welcome" mais aussi "Non aux migrants". Lors d'une réunion publique, le maire Olivier Feugier a dû faire face à de nombreuses réactions agressives. Face aux « On ne mangera pas halal ! », « Est-ce que nos enfants et filles seront protégés ? », il a rappelé le « très long et épuisant parcours dans la recherche d'un improbable eldorado dans lequel les migrants ont fondé l'espoir de reconstruire leurs vies brisées par tous les conflits qui secouent la planète. »

Malgré cette agitation, Saint-Hilaire-du-Rosier a accueilli 49 personnes mineures venues du camp de Calais. La solidarité locale a été très forte, grâce à la création d'un collectif de soutien. Les jeunes migrant-e-s ont reçu de nombreux dons de vêtements et témoignages de réconfort. Ils ont finalement quitté Saint-Hilaire le 7 novembre pour rejoindre un autre centre dans la Loire, en attendant un regroupement familial en Angleterre.

À Saint-Martin-d'Hères, une trentaine de migrant-e-s du camp de Calais sont arrivé-e-s épuisé-e-s, fin octobre, dans la résidence ARPEJ du campus. Le [Réseau Université Sans Frontières](#) a organisé un thé d'accueil pour les rencontrer et les soutenir. Il met également en place des [collectes de vêtements](#) d'hiver jusqu'au 18 novembre sur le campus. De son côté, le Front National appelait à une "rassemblement anti-migrants" le 4 novembre devant la mairie de Saint-Martin-d'Hères. Cet appel a déclenché une contre-mobilisation d'un millier de manifestant-e-s. Face à l'ampleur de cette réaction, le FN a finalement annulé son rassemblement.

Parallèlement, les mobilisations se poursuivent pour soutenir des familles de réfugié-e-s. RESF manifestait place Verdun pour défendre la famille Kundela, dont le père, opposant au régime dictatorial congolais, a été remis à la police de son pays natal. Début octobre, le CIIP se mobilisait contre l'expulsion de "Rambo", un danseur de rue qui avait fuit l'Algérie en 2001.

Dans le Trièves, le Grésivaudan, en Chartreuse, des collectifs d'accueil des réfugié-e-s s'organisent. 28 réfugié-e-s ont été ainsi accueilli-e-s dans le Trièves depuis un an. Ils sont hébergés par des familles quelques semaines, le temps d'obtenir un logement en CADA (Centre d'accueil des demandeurs d'asile). Si chaque territoire faisait de même, 195 000 réfugié-e-s pourraient être ainsi accueilli-e-s dans toute la France.

[Face aux idées reçues sur les réfugié-e-s qui arrivent en France, Amnesty international vient de publier un manuel pratique : [Répondre facilement à dix préjugés sur la migration.](#)]

*(Dauphiné Libéré, 07/10/16, 15/10/16, 19/10/16, 23/10/16, 25/10/16, 29/10/16, 31/10/16, 06/11/16, 08/11/16)*

\* \* \*

**À bientôt pour les prochaines infos locales !**

**Pour les recevoir, inscrivez-vous à notre [Lettre d'informations](#).**

**Ici Grenoble, c'est aussi un [agenda](#), avec plus de 150 événements proposés cette rentrée... Collectifs, associations, individu-e-s, n'hésitez pas à nous soumettre des événements ou informations pour que nous les relayons !**